

## JOURNAL OFFICIEL DU SENEGAL

[Imprimer](#)MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITE NATIONALE, DE  
L'ENTREPRENARIAT FEMININ ET DE LA MICRO FINANCE**DECRET n° 2008-1047 du 15 septembre 2008**

DECRET n° 2008-1047 du 15 septembre 2008 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'observatoire national des droits de la femme.

**[ | RAPPORT DE PRESENTATION | ]**

Le Sénégal est un Etat de droit où la Constitution garantit à tous les citoyens l'égalité juridique. Il dispose d'une législation interne qui renforce ce principe d'égalité à travers le Code de la Famille, le Code Pénal entre autres. L'objectif visé à travers ces textes est de garantir, sans distinction d'origine, de religion, de race et de sexe les droits des individus et, en particulier, ceux des personnes vulnérables dont la femme, à qui il veut assurer une protection juridique au sein de la famille et de la société.

Toujours, dans la dynamique de mieux garantir à la femme l'égalité juridique au Sénégal, des mesures législatives ont été prises récemment. A titre d'exemple on peut citer :

- ▶ les décrets n° 2006-1309, n° 2006-1310 et n° 2006-1331 du 23 novembre 2006 sur la prise en charge médicale de l'époux et de ses enfants par la femme salariée ;
- ▶ la loi n° 2008-01 du 8 janvier 2008 portant modification de certaines dispositions du code général des Impôts et relative à l'égalité de traitement fiscal.

Par ailleurs, le Sénégal est partie prenante de la quasi- totalité des conventions et normes juridiques internationales mises en place pour préserver les libertés et les droits fondamentaux de la personne humaine.

C'est dans ce contexte que notre pays a ratifié en 1985 la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes (CEDEF-CEDAW) et le Protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux Droits de la Femme en Africaine (PCADHPDFA) en 2004.

S'il est vrai que toutes ces dispositions contribuent à promouvoir particulièrement les droits de la femme, il faut souligner, d'une part, l'existence de différences significatives entre homme et femme, et d'autre part, la recrudescence des violences faites aux femmes malgré les efforts consentis pour l'éradication du phénomène.

C'est fort de ces dispositions nationales et internationales et conformément aux recommandations contenues dans les instruments internationaux engageant notre pays, que le Sénégal a retenu dans ses stratégies de protection et de promotion de la femme, de mettre en place un Observatoire National des Droits de la Femme (ONDF).

Une telle option est à considérer comme une mesure d'action positive visant à renforcer la protection des droits de la femme afin de lui permettre de jouir pleinement de tous ses droits humains.

L'observatoire, dans le cadre de ses actions de conseil, d'interpellation, de contrôle et d'alerte, contribuera ainsi au respect des engagements et conventions internationaux relatifs aux droits de la femme pris par le Sénégal.

L'Observatoire permettra également une surveillance plus attentive de l'application des textes relatifs à la protection de la femme.

L'Observatoire est un cadre de formulation de propositions pertinentes permettant de conformer les pratiques et les dispositions législatives et réglementaires, à l'impératif de libération de la femme des pesanteurs de toute nature qui l'empêchent de s'épanouir et de s'investir pleinement dans l'effort de développement. Il est aussi un mécanisme de protection de la femme contre l'injustice et les abus de toutes sortes.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

Le Président de la République

Vu La Constitution ;

Vu le décret n° 91-440 du 8 avril 1991 portant organisation du Ministre de la femme, de l'enfant et de la Famille ;

Vu le décret n° 2007-826 du 19 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2008-33 du 25 janvier 2008, relatif aux attributions du Ministère de la Famille, de la Solidarité Nationale, de l'Entreprenariat Féminin et de la Micro-Finance ;

Vu le décret n° 2008-629 du 9 juin 2008 fixant la composition du Gouvernement, modifié par le décret n° 2008-909 du 7 août 2008 ;

Vu le décret n° 2008-693 du 27 juin portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les Ministères, modifié par le décret n° 2008-791 du 18 juillet 2008 ;

Sur rapport du Ministre de la Famille, de la Solidarité Nationale, de l'Entreprenariat Féminin et de la Micro-Finance.

Décrète :

*Chapitre I. - Création.*

**Article premier** - Il est créé, une structure nationale autonome de protection et de promotion du statut de la femme dénommée : « Observatoire National des Droits de la Femme » (ONDF)

**Art. 2.** - L'Observatoire National des Droits de la Femme constitue un cadre de concertation et d'action pour la promotion du statut de la femme.

L'Observatoire National des Droits de la Femme est un organe d'alerte, d'orientation, de conseil et de contrôle.

Il veille à l'application effective des engagements relatifs aux droits de la Femme pris par le Sénégal.

*[Chapitre II. - Missions et Domaines d'Intervention.]*

**Art. 3.** - L'Observatoire National des Droits de la Femme est chargé de :

- ▶ constituer une base de données statistiques sur la situation de la femme ;
- ▶ rassembler et diffuser toutes les informations ou documentations susceptibles de favoriser la promotion du statut de la femme ;
- ▶ contribuer à l'intégration des préoccupations des femmes dans la définition et la mise en œuvre des politiques et programmes initiés par le secteur public et privé ;
- ▶ mener des enquêtes et assurer le suivi psychosocial, juridique et médical des victimes de violence ;
- ▶ stimuler et suggérer des réformes législatives conformes aux mutations sociales, aux aspirations et réalités des femmes ;
- ▶ favoriser des rencontres et échanges intra ou intra-pays sur les expériences et bonnes pratiques ;
- ▶ identifier et dénoncer toutes dispositions législatives ou réglementaires et pratiques contraires à la Constitution, aux lois en vigueur et aux Conventions Internationales ratifiées par le Sénégal, relatives aux droits des femmes ;
- ▶ proposer des mesures susceptibles d'éliminer toute forme discrimination et assurer le rétablissement de l'égalité de droit, de chance et de traitement entre les hommes et les femmes ;
- ▶ alerter l'opinion et les pouvoirs publics sur toutes formes de violation des droits de la femme ;
- ▶ proposer des stratégies d'intervention en matière de plaidoyer et de mobilisation sociale sur les droits de la femme.

**Art. 4.** - Dans le cadre de l'exécution de ses missions, l'Observatoire National des Droits de la Femme doit, d'une part, collaborer avec les partenaires au développement et, d'autre part, impulser une synergie d'actions de tous les acteurs susceptibles de contribuer à la promotion du statut de la femme.

**Art. 5.** - L'Observatoire National des Droits de la Femme est investi d'un mandat permanent. Il disposera d'une antenne au niveau de chaque département.

Les missions et organes des antennes départementales de l'Observatoire National des Droits de la Femme seront fixés par arrêté du Ministre chargé de la femme.

*[Chapitre III. - Composition.]*

**Art. 6.** - L'Observatoire National des Droits de la Femme est composé des représentants des structures ci-après :

- ▶ un (e) représentant (e) de la Présidence de la République ;
- ▶ un (e) représentant (e) de l'Assemblée Nationale ;
- ▶ un (e) représentant (e) de du Sénat ;
- ▶ un (e) représentant (e) de la Primature ;
- ▶ un (e) représentant (e) de la Médiature ;
- ▶ un (e) représentant (e) du Ministère chargé de l'Intérieur ;
- ▶ un (e) représentant (e) du Ministère chargé de l'Economie et des Finances ;
- ▶ un (e) représentant (e) du Ministère des Affaires Etrangères ;
- ▶ un (e) représentant (e) du Ministère chargé de la Justice ;
- ▶ un (e) représentant (e) du Ministère chargé de l'Environnement, de la Protection de la Nature ;
- ▶ un (e) représentant (e) du Ministère chargé de la Décentralisation et des Collectivités Locales ;
- ▶ un (e) représentant (e) du Ministère chargé de l'Education ;
- ▶ un (e) représentant (e) du Ministère chargé de la Femme ;
- ▶ un (e) représentant (e) du Ministère chargé de la Santé et de la Prévention ;
- ▶ un (e) représentant (e) du Ministère chargé de la Fonction Publique, du Travail, de l'Emploi et des organisations professionnelles ;
- ▶ un (e) représentant (e) du Ministère chargé des Sénégalais de l'extérieur ;
- ▶ les représentants (es) des Organisation de Défense et de Promotion des Droits de la Personne et du Droit International Humanitaire ;

- ▶ une ou des représentante (s) des organisations de femmes (OF), membre du Comité National Consultatif de la Femme t ayant une compétence avérée en matière de défense et de promotion des droits de la femme ;
- ▶ un (e) représentant (e) de l'Union des Magistrats ;
- ▶ un (e) représentant (e) de l'Ordre des Avocats ;
- ▶ un (e) représentant (e) du Réseau des Journalistes pour la population et le Développement ;
- ▶ un (e) représentant (e) du Réseau Islam et Population ;
- ▶ un (e) représentant (e) de l'Eglise ;
- ▶ un ou des représentant (s) de l'Association des élus locaux (communautés rurales, mairies et régions) ;
- ▶ un (e) représentant (e) du Réseau des Partenaires au Développement sur le Centre ;
- ▶ les représentants des partenaires au développement intervenant dans le domaine de la protection et de la promotion des droits de la femme.

Ces membres seront nommés par arrêté du Ministre chargé de la femme.

*[/Chapitre IV. - Organisation et Fonctionnement.]/*

**Art. 7.** - L'Observatoire National des Droits de la Femme est nommé par décret sur proposition du Ministre chargé de la femme. Il doit être une personne reconnue pour son indépendance, son expérience et son expertise en matière de droits humains.

La durée et les modalités de renouvellement du mandat du président de l'Observatoire National des droits de la Femme seront fixées par le décret le nommant.

**Art. 8.** - L'Observatoire National des Droits de la femme comprend deux organes :

- ▶ le Comité d'Orientation
- ▶ le Secrétariat Permanent

**Art. 9.** - Le Comité d'Orientation regroupe tous les membres de l'observatoire auxquels pourraient s'ajouter d'autres membres choisis en fonction de leurs compétences.

Il a pour missions de définir des orientations stratégiques en rapport avec les missions de l'observatoire et de traiter toute question concernant la promotion du statut de la femme.

Le Comité d'Orientation se réunit en session ordinaire au moins, deux fois par an sur convocation de son président ou en session extraordinaire à chaque fois que de besoin à la demande d'au moins des deux tiers de ses membres.

La durée de chaque session ne peut excéder sept jours. Les sessions du Comité d'Orientation donnent lieu à des rémunérations dont le taux est fixé par arrêté conjoint du Ministre chargé de la Femme et du Ministre de l'Economie et des Finances.

Le Comité d'Orientation dresse un rapport d'activités annuel sur l'état de violation des droits de la femme qu'il soumet au Président de la République. Le rapport doit également retracer toutes les avancées en matière de respect et de promotion des droits de la femme mais aussi émettre des propositions et de nouvelles orientations selon les réalités du moment.

**Art. 10.** - Le Secrétariat Permanent est coordonné par un agent de la hiérarchie A ou assimilé nommé par arrêté du Ministre chargé de la femme.

Le secrétariat permanent prépare et organise les réunions du Comité d'orientation.

Le secrétariat permanent est chargé de mettre en œuvre les orientations du Comité d'Orientation et de lui soumettre des rapports trimestriels. Le secrétariat permanent rend également compte au Ministre chargé de la femme.

**Art. 11.** - Les modalités de fonctionnement des organes ainsi que les règles de gestion de l'observatoire national des droits de la femme seront fixées par arrêté du Ministre chargé de la femme.

**Art. 12.** - Toute personne intéressée peut saisir l'Observatoire National des Droits de la Femme d'une lettre écrite ou par simple information, adressée au Secrétariat Permanent et aux antennes départementales. Ces organes sont soumis à l'obligation de transmettre les cas qui leur sont rapportés au Président de l'Observatoire National des Droits de la Femme.

En cas de constatation de violation manifeste des droits de la femme, l'Observatoire peut s'autosaisir.

*[/Chapitre V. - Ressources Financières.]/*

**Art. 13.** - Les ressources financières de l'Observatoire National des Droits de la Femme proviennent des :

- ▶ ressources provenant du Budget de l'Etat ;
- ▶ contributions des Partenaires au Développement ;
- ▶ dons et legs ;
- ▶ contributions volontaires de ses membres.

*[/Chapitre VI. - Règlement intérieur.]/*

**Art. 14.** - L'Observatoire National des Droits de la Femme établit son règlement intérieur qui précise les modalités de son fonctionnement.

*[/Chapitre VII. - Disposition Finale.]/*

**Art. 15.** - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre de la Famille, de la Solidarité Nationale, de l'Entreprenariat Féminin et de la Micro Finance sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Dakar, le 15 septembre 2008.

[/Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République

Le Premier Ministre,

Cheikh Hadjibou SOUMARE./]

---

**<http://www.jo.gouv.sn>**